

# Première partie

**ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE ET OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DE LA TROISIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS**



# Évolution économique récente

## Chapitre

# 1

### A. Croissance globale

Le taux de croissance du PIB réel des PMA en tant que groupe a été de 4,5 % en moyenne par an entre 1997 et 2000. Ce chiffre, meilleur que celui de la période 1990-1996 (2,8 % en moyenne par an) soutient avantageusement la comparaison avec la moyenne de 3,3 % affichée par les autres pays en développement (tableau 1). Le taux de croissance global enregistré par les PMA à la fin des années 90 est légèrement inférieur si l'on omet le Bangladesh, qui compte pour un quart environ dans le poids économique de ce groupe de pays. Cela étant, hors Bangladesh, la hausse du taux de croissance réelle entre 1990-1996 (2 %) et 1997-2000 (4,2 %) est en fait plus importante. La progression est particulièrement sensible dans les PMA d'Afrique<sup>1</sup>.

Cette amélioration du taux de croissance de l'ensemble des PMA est certes de bonne augure. Cela dit, l'évolution récente semble moins positive si l'on considère les chiffres réels par habitant, la croissance démographique étant très élevée dans la plupart de ces pays. Le taux de croissance du PIB réel des PMA par habitant a été de 2,1 % par an au cours de la période 1997-2000, ce qui excède la moyenne des autres pays en développement (1,9 %). Mais si l'on ne tient pas compte du Bangladesh, la progression du PIB réel par habitant dans les PMA en tant que groupe est de 1,6 % seulement par an pour cette période: l'écart de revenu par habitant ne s'est donc pas resserré entre les PMA et les autres pays en développement. En outre, le taux de croissance du PIB réel par habitant a été de 1,5 % par an seulement dans les PMA d'Afrique plus Haïti et d'à peine 0,8 % par an dans les PMA insulaires (tableau 1).

Les résultats obtenus par les PMA ont également été très disparates. L'analyse par pays de l'évolution du PIB réel par habitant montre qu'au cours de la période 1997-2000 cet indicateur a en fait régressé dans 13 des 42 pays pour lesquels l'on dispose de données (tableau 2). Ce groupe comprend trois petits États insulaires du Pacifique et plusieurs pays qui ont connu des conflits armés. Dans 11 autres PMA, le taux de croissance du PIB réel par habitant a été inférieur à 2 % par an. La croissance a été de 2 % par an ou plus dans 18 PMA, dont 11 ont atteint des taux supérieurs à 3 % par an durant la période considérée. C'est la Guinée équatoriale qui affiche de loin la plus forte croissance du PIB par habitant, celle-ci étant fondée sur l'expansion de la production et des exportations de pétrole. Le groupe

---

*Le PIB réel par habitant des PMA a progressé de 2,1 % par an sur la période 1997-2000... mais les résultats des différents pays ont été très disparates*

---

TABLEAU 1. TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL ET DU PIB PAR HABITANT DANS LES PMA, 1990-1996 ET 1997-2000  
(Taux de croissance annuel moyen, en pourcentage)

	Taux de croissance du PIB réel		Taux de croissance du PIB réel par habitant	
	1990-1996	1997-2000	1990-1996	1997-2000
Pays les moins avancés	2,8	4,5	0,3	2,1
PMA (hors Bangladesh)	2,0	4,2	-0,2	1,6
PMA d'Afrique	1,5	4,1	-0,7	1,5
PMA d'Asie	4,5	5,0	2,6	3,0
PMA insulaires	3,9	3,6	1,9	0,8
Autres pays en développement	3,5	3,3	2,3	1,9

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED fondées sur des données de la Banque mondiale (CD-ROM *Indicateurs du développement dans le monde 2001* et données disponibles en ligne pour la livraison de 2002).

Note: Le PIB réel est mesuré en dollars constants de 1995. Les données ne sont pas disponibles pour l'Afghanistan, le Libéria, le Myanmar, la République démocratique du Congo, la Somalie, le Soudan et Tuvalu

TABLEAU 2. TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL ET DU PIB RÉEL PAR HABITANT DANS LES PMA, PAR PAYS, 1997–2000  
(Taux de croissance annuel moyen, en pourcentage)

	Taux de croissance du PIB réel	Taux de croissance du PIB réel par habitant
<b>Pays à croissance rapide (11)</b>		
Guinée équatoriale	19,4	16,2
Maldives	8,4	5,7
Mozambique	7,6	5,4
Samoa	5,3	4,7
Rwanda	6,9	4,2
Bhoutan	7,0	3,9
Cap-Vert	7,0	3,9
Bangladesh	5,2	3,4
Burkina Faso	5,9	3,3
République démocratique populaire lao	5,7	3,2
Ouganda	6,0	3,1
<b>Pays à croissance modérée (7)</b>		
Sénégal	5,3	2,4
Yémen	5,2	2,4
Gambie	5,5	2,3
République centrafricaine	4,1	2,3
Mali	4,7	2,2
République-Unie de Tanzanie	4,6	2,1
Bénin	4,8	2,1
<b>Pays à faible croissance (11)</b>		
Népal	4,1	1,7
Madagascar	4,5	1,3
Angola	4,1	1,2
Guinée	3,4	1,0
Mauritanie	4,3	1,0
Cambodge	3,2	0,9
Malawi	3,0	0,8
Niger	4,2	0,7
Éthiopie	3,1	0,6
Sao Tomé-et-Principe	2,7	0,4
Haiti	2,2	0,1
<b>Pays à économie en régression (13)</b>		
Tchad	2,6	-0,2
Djibouti	1,3	-0,6
Burundi	1,3	-0,6
Lesotho	0,8	-0,7
Kiribati	1,9	-0,9
Zambie	1,2	-1,0
Vanuatu	1,8	-1,4
Togo	1,2	-1,8
Comores	0,6	-1,8
Sierra Leone	-2,1	-4,1
Érythrée	-1,6	-4,3
Guinée-Bissau	-5,6	-7,5
Îles Salomon	-5,2	-8,3

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après la Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde 2002*, données disponibles en ligne.

des pays à croissance rapide comprend également trois PMA d'Asie (Bangladesh, Bhoutan et République démocratique populaire lao), quatre PMA d'Afrique (Burkina Faso, Mozambique, Ouganda et Rwanda) et trois PMA insulaires (Cap-Vert, Maldives et Samoa).

La question est de savoir si l'embellie va persister. Dans le passé, la croissance économique des PMA a été relativement instable. Sur la période 1990-2000, l'écart type des taux annuels de croissance du PIB réel par habitant dans les PMA pour lesquels on dispose de données a été en moyenne de 20 % supérieur à celui des autres pays en développement<sup>2</sup>. Parmi les PMA, les taux de croissance économique ont nettement plus fluctué dans les pays d'Afrique que dans ceux d'Asie. L'écart type des taux annuels de croissance réelle par habitant du premier groupe de pays a été de trois fois supérieur à celui du second durant la période 1990-2000. L'instabilité des taux de croissance a également été plus prononcée dans les PMA insulaires, mais relativement moins que dans le groupe africain.

Ainsi qu'il ressort des données les plus récentes, le PIB a régressé en valeur réelle entre 1999 et 2000 dans 4 des 42 PMA pour lesquels on dispose de données. Cependant, cette constatation, fondée sur les données en ligne de la Banque mondiale disponibles, est en grande partie fonction de l'indice implicite des prix retenu comme déflateur, qui a été remanié dans de nombreux PMA à la fin des années 90. En valeur nominale, le PIB a diminué entre 1999 et 2000 dans 29 des 42 PMA.

---

*Si les exportations globales des PMA ont atteint des niveaux record, le commerce extérieur s'est en fait fortement contracté dans un tiers d'entre eux durant la période 1997-2000.*

---

## B. Commerce extérieur

L'évolution économique des PMA reste largement tributaire de facteurs exogènes. Les exportations de marchandises de ce groupe de pays ont atteint un niveau record en 2000, s'établissant à 31,3 milliards de dollars contre 23 milliards de dollars en 1997 (soit une hausse de 36 %)³. Les importations se sont également accrues, mais la progression est moindre: leur valeur est passée de 36,7 milliards de dollars en 1997 à 40 milliards de dollars en 2000, en hausse de 9 % (tableau 3).

TABLEAU 3. EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DE MARCHANDISES DES PMA <sup>a</sup> 1997-2000  
(En millions de dollars)

	1997	1998	1999	2000	Variation entre 1997 et 2000	
	Valeur				Valeur	%
<b>Exportations :</b>						
Ensemble des PMA	23 045	22 183	24 720	31 337	8 291	36,0
Exportateurs de pétrole	6 432	5 518	8 116	12 400	5 969	92,8
Exportateurs de produits de base autres que le pétrole	9 915	9 558	9 151	9 169	-746	-7,5
Exportateurs de produits manufacturés et/ou de services	6 699	7 107	7 453	9 768	3 069	45,8
<b>Importations :</b>						
Ensemble des PMA	36 667	37 555	38 233	39 954	3 287	9,0
Exportateurs de pétrole	5 933	6 328	6 168	6 969	1 037	17,5
Exportateurs de produits de base autres que le pétrole	14 144	14 325	14 221	14 202	58	0,4
Exportateurs de produits manufacturés et/ou de services	16 590	16 903	17 844	18 783	2 193	13,2

Source: Estimation du Secrétariat de la CNUCED fondées sur les données de la base COMTRADE de l'ONU.

a Non compris l'Érythée et Tuvalu.

Cependant, ces remarquables résultats d'ensemble cachent d'importantes différences entre les PMA en matière de commerce extérieur. De fait, même si leurs exportations globales atteignent des niveaux record, un examen plus détaillé révèle que, dans plus d'un tiers d'entre eux, les échanges extérieurs ont nettement fléchi au cours de la période 1997-2000.

Aux fins d'analyse, il est utile de faire la distinction entre: i) les PMA exportateurs de pétrole (qui, à la fin des années 90, comprenaient l'Angola, la Guinée équatoriale, le Soudan et le Yémen); ii) les exportateurs de produits de base autres que le pétrole, soit plus de la moitié de l'ensemble des PMA (la plupart d'entre eux se trouvant en Afrique); iii) les exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services, dont les exportateurs de vêtements (le Bangladesh, par exemple)<sup>4</sup>. Compte tenu de ce classement, il apparaît clairement que les PMA dont les exportations de marchandises ont le plus augmenté sont ceux qui exportent du pétrole et des articles manufacturés et/ou des services.

---

*Il apparaît clairement que les PMA dont les exportations de marchandises ont le plus augmenté sont ceux qui exportent du pétrole et des articles manufacturés et/ou des services... Les ventes à l'étranger ont chuté entre 1997 et 2000 dans 19 des 26 exportateurs de produits de base autres que le pétrole.*

---

Pour les PMA exportateurs de pétrole, la hausse des exportations a été de 92,8 % entre 1997 et 2000. Ces quatre pays pris ensemble ont donc contribué pour 40 % aux exportations totales des PMA en 2000. Une telle progression est due, d'une part, à la flambée des cours du pétrole survenue en 2000 et, de l'autre, à l'accroissement des capacités de production résultant des investissements réalisés récemment en Guinée équatoriale et au Soudan. La Guinée équatoriale, qui a commencé à produire du pétrole au début des années 90, en a exporté, selon des estimations, pour 320 millions de dollars en 1998 et pour 490 millions de dollars en 1999, et il semblerait que sa production ait doublé entre 1999 et 2000. Au Soudan, devenu exportateur net de pétrole à la suite de l'ouverture d'un oléoduc de 1 600 kilomètres en août 1999, les exportations pétrolières sont estimées à 1 milliard de dollars pour 2000, contre 200 millions de dollars en 1999 (CCI, 2001).

Dans les PMA qui exportent principalement des articles manufacturés et/ou des services, les ventes à l'étranger se sont accrues de 46 % entre 1997 et 2000, et même de 30 % entre 1999 et 2000. Cette évolution s'inscrit dans le droit fil de la tendance ascendante observée tout au long des années 90 dans les PMA qui exportent des textiles et des vêtements. En 2000, les exportations provenant de ce groupe de pays constituaient près d'un tiers des exportations totales des PMA. Les PMA d'Asie occupent une place prédominante dans ce groupe. La croissance des exportations de produits manufacturés constatée dans les années 90 au Bangladesh, au Cambodge, au Myanmar, au Népal et en République démocratique populaire lao a été favorisée par la faiblesse des coûts de la main-d'œuvre et la proximité des autres pays en développement d'Asie de l'Est qui ont servi à la fois de source d'investissements et de marché final.

---

*La faiblesse de ces résultats tient dans une large mesure à l'évolution des cours mondiaux des produits de base. Entre 1997 et 2001, les cours ont chuté de 27 % pour le cuivre, de 39 % pour le coton et de 66 % pour le café.*

---

Par contre, les exportateurs de produits primaires – qui se trouvent principalement en Afrique – ont enregistré des résultats irréguliers et aléatoires. Entre 1997 et 2000, la valeur de leurs exportations de marchandises a diminué de 7,5 % (tableau 3). Globalement, les exportations ont chuté durant cette période dans 19 des 26 exportateurs de produits de base autres que le pétrole.

La faiblesse de ces résultats tient pour beaucoup à l'évolution des cours mondiaux des produits de base. Entre 1997 et 2001, les cours ont chuté de 27 % pour le cuivre, de 39 % pour le coton et de 66 % pour le café (tableau 4). En 2001, la baisse des prix a été de l'ordre de 18 % pour l'or, de 31 % pour les produits alimentaires, de 20 % pour les matières premières agricoles et de 17 % pour les minéraux, minerais et métaux.

Les conséquences économiques néfastes de la chute des prix mondiaux des produits primaires autres que les combustibles dans les PMA importateurs nets de pétrole ont été initialement neutralisées par la faiblesse des cours du pétrole au cours de la période 1997-1999. Au surplus, les prix des produits alimentaires ont

TABLEAU 4. ÉVOLUTION DES INDICES DES PRIX DE CERTAINS PRODUITS PRIMAIRES IMPORTANTS POUR LES PMA, 1997-2001

	1997 <i>Indice</i>	1998	1999	2000	2001
<b>Produits alimentaires et assimilés</b>	100	87	71	69	69
Cacao	100	104	71	56	70
Café	100	82	64	48	34
Farine de poisson	100	109	65	68	80
Riz	100	101	82	67	57
Sucre	100	79	55	72	76
Thé	100	104	97	104	83
Blé	100	79	74	76	80
<b>Matières premières agricoles</b>	100	89	80	82	80
Coton	100	82	66	74	61
Tabac	100	94	88	85	85
<b>Minéraux, minerais et métaux</b>	100	84	82	92	83
Cuivre	100	72	70	83	73
Or	100	89	84	84	82
<i>Pour mémoire</i> : Pétrole brut	100	68	95	147	127

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après le *Bulletin des prix des produits de base* de la CNUCED.

fléchi dans le même temps, ce qui a également contribué à amortir l'effet de la baisse des cours des produits primaires, bon nombre de PMA étant importateurs nets de vivres (Herrmann et David, 2001). Cependant, après avoir plongé aux environs de 10 dollars le baril en 1999, les prix du pétrole ont fortement augmenté en 2000, s'établissant en moyenne à plus de 30 dollars le baril dans les trois premiers trimestres de l'année. Même si les cours du pétrole sont entre-temps retombés, l'on n'est pas revenu à des niveaux aussi bas que ceux qui prévalaient dans les années 1997 à 1999 et qui ont contribué à soutenir la croissance économique durant cette période.

## C. Financement extérieur

### 1. VUE D'ENSEMBLE

Les résultats économiques des PMA sont également influencés par l'évolution des apports extérieurs de ressources financières. Dans les années 90, celle-ci a été marquée par deux grandes tendances: la diminution du volume de l'aide et l'augmentation des apports de capitaux privés, notamment des investissements étrangers directs (IED). Selon des estimations antérieures de la Banque mondiale, le total des entrées de capitaux à long terme semblait avoir sensiblement fléchi au cours de la décennie dans l'ensemble des PMA, la diminution des apports d'aide ayant été plus rapide que l'augmentation des flux de capitaux privés. Les estimations des apports de capitaux privés dont certains PMA ont bénéficié à la fin des années 90 ont toutefois été révisées à la hausse dans la version la plus récente des statistiques de la Banque relatives au financement du développement dans le monde.

Selon ces nouvelles estimations, les flux de capitaux à long terme vers l'ensemble des PMA ont atteint 15 milliards de dollars en 1999, soit le chiffre annuel le plus élevé des années 90. Ils ont reculé de 11 % en 2000 pour passer à 13,3 milliards de dollars. Cependant, la moyenne annuelle des entrées nettes de capitaux à long terme dans les PMA a été plus élevée en valeur nominale en 1999-2000 que durant les périodes 1989-1993 et 1994-1998 (tableau 5).

---

*Les apports de capitaux privés ont plus que doublé durant la période 1997-2000 par rapport au début des années 90, l'augmentation étant particulièrement forte en 1999.*

---

TABEAU 5. ENTRÉES NETTES DE CAPITAUX À LONG TERME DANS LES PMA<sup>a</sup>, PAR TYPE DE FLUX ET TOTAL DES TRANSFERTS NETS, 1989-1993, 1994-1998, 1999 ET 2000

(En millions de dollars courants, en moyenne annuelle)

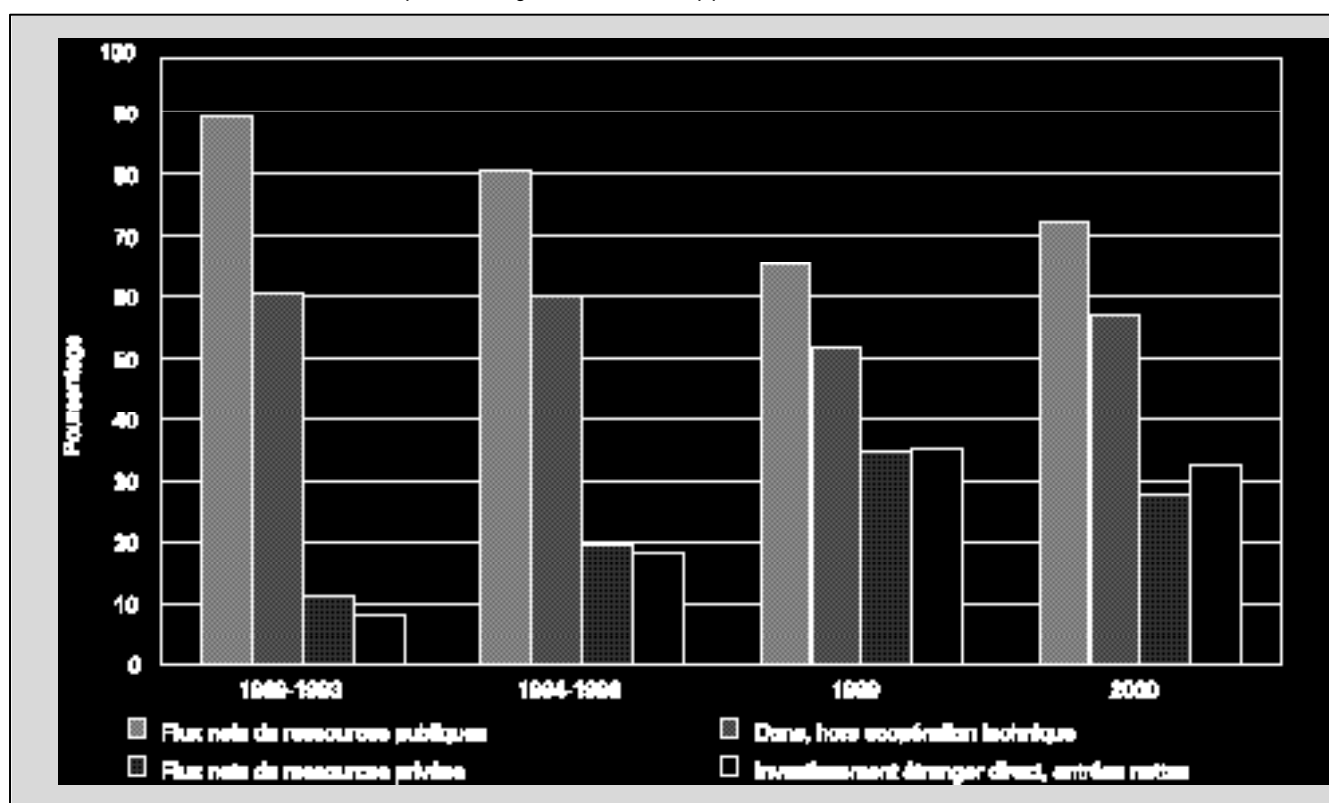
	1989-1993	1994-1998	1999	2000
Total net des flux de ressources	13 933	13 308	15 039	13 331
Flux nets de ressources publiques	12 396	10 719	9 817	9 630
Dons, hors coopération technique	8 392	7 958	7 753	7 578
Flux de la dette publique	4 004	2 761	2 064	2 053
Bilatérale	1 009	-36	-439	-327
Multilatérale	2 995	2 797	2 503	2 379
Flux nets de ressources privées	1 538	2 589	5 222	3 701
Investissement étranger direct, apports nets	1 132	2 432	5 276	4 315
Flux d'investissements de portefeuille	0	40	4	3
Flux de la dette privée	406	666	-58	-617
Assortie d'une garantie publique	419	686	-78	-598
Non garantie	-13	-20	20	-19
Solde des transferts nets	12 162	11 396	12 979	11 358
Paiements au titre des intérêts sur la dette à long terme	1 110	1 150	1 149	980
Rapatriement des bénéfices réalisés sur l'IED	661	762	910	993
<i>Pour mémoire:</i>				
FMI, apports nets assortis ou non de conditions de faveur	-57	210	-6	-152

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Global Development Finance 2002* (données disponibles en ligne).

a Ensemble des PMA, sauf l'Afghanistan, Kiribati et Tuvalu, pour lesquels on ne dispose d'aucune donnée.

GRAPHIQUE 1. COMPOSITION DES ENTRÉES DE CAPITAUX À LONG TERME DANS LES PMA, 1989-1993, 1994-1998, 1999 ET 2000

(En pourcentage du total des apports nets de ressources)



Source : Voir tableau 5.

Note : Voir tableau 5.

L'accroissement des apports de capitaux dans l'ensemble du groupe est dû essentiellement à la progression des flux d'origine privée. Les apports nets de ressources publiques (assortis ou non de conditions de faveur) vers les PMA n'ont cessé de diminuer. D'après les statistiques de la Banque mondiale, ils avaient baissé de 22 % en valeur nominale en 2000 par rapport à la période 1989-1993. En revanche, les apports de capitaux privés ont plus que doublé durant la période 1997-2000 par rapport au début des années 90, l'augmentation étant particulièrement forte en 1999. De fait, ces apports constituaient jusqu'à 35 % du total des flux nets de ressources vers l'ensemble du groupe en 1999 et 28 % en 2000. L'IED net représentait, d'après des estimations, 35 % du total des apports nets de ressources en 1999 et 32 % en 2000 (graphique 1).

Cela dit, quatre remarques s'imposent. Premièrement, si l'on considère les chiffres réels par habitant, les entrées nettes de capitaux à long terme continuent de diminuer dans les PMA. Compte tenu d'un coefficient déflateur fondé sur l'indice des prix des produits manufacturés exportés par les pays industrialisés, les apports réels de capitaux à long terme par habitant ont reculé de 21 % entre 1990 et 2000.

Deuxièmement, même s'ils reçoivent plus d'IED, les PMA n'ont toujours pas accès aux moyens de financement internationaux de source bancaire et aux émissions d'obligations. Les flux de la dette privée en direction des PMA ont été négatifs chaque année depuis 1995, sauf en 1999, ce qui laisse présumer que les remboursements de créances existantes au profit de créanciers privés ont été supérieurs au décaissement de nouveaux prêts.

Troisièmement, comme dans le cas du commerce extérieur, on constate d'importantes différences entre les PMA, dont certains ont plus profité que d'autres de l'accroissement des flux de capitaux. Ainsi qu'il ressort d'un examen des tendances par pays, 33 des 46 pays pour lesquels des données sont disponibles ont reçu en 1999-2000 des apports nets de ressources inférieurs à ceux de 1994-1998. Les entrées de capitaux ont été plus importantes en 1999 et 2000 que sur la période 1994-1998 dans neuf PMA seulement, à savoir l'Angola, le Bangladesh, le Burkina Faso, l'Érythrée, la Guinée équatoriale, le Mozambique, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Soudan. L'analyse montre également qu'en 2000 47 % des flux nets d'IED vers l'ensemble des PMA étaient destinés aux quatre exportateurs de pétrole (Angola, Guinée équatoriale, Soudan et Yémen). Il est en outre à noter que, pour 1999, l'essentiel de la révision à la hausse des données relatives aux flux de capitaux privés vers le groupe des PMA concerne l'Angola, pays pour lequel les chiffres de la base de données relatives au financement du développement dans le monde ont été relevés de 2,5 milliards de dollars par rapport aux estimations précédentes. Cet ajustement statistique équivaut à 17 % des entrées totales de capitaux dans les PMA en 1999.

Quatrièmement, la part des PMA dans le total des flux nets de ressources vers l'ensemble des pays en développement reste relativement faible, et ce en dépit

*Cependant, les apports de capitaux à long terme par habitant ont diminué de 21 % en valeur réelle entre 1990 et 2000.*

*Comme dans le cas du commerce extérieur, on constate d'importantes différences entre les PMA, dont certains ont plus profité que d'autres de l'accroissement des flux de capitaux. Ainsi qu'il ressort d'un examen des tendances par pays, 33 des 46 pays pour lesquels on dispose de données ont reçu en 1999-2000 des apports nets de ressources inférieurs à ceux de 1994-1998.*

TABLEAU 6. PART DES PMA DANS LES APPORTS NETS DE RESSOURCES EN FAVEUR DE L'ENSEMBLE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, PAR TYPE DE FLUX, 1989-1993, 1994-1998, 1999 ET 2000  
(En pourcentage)

	1989-1993	1994-1998	1999	2000
Total des apports nets de ressources	10,3	4,6	5,6	5,2
Flux nets de ressources publiques	23,2	24,0	20,8	27,5
Flux nets de ressources privées	1,9	1,1	2,4	1,7
Investissement étranger direct, entrées nettes	2,9	1,8	2,9	2,6

Source : Voir tableau 5.

Note : L'échantillon de PMA est le même que dans le tableau 5.



*Les apports d'aide aux PMA, qui avaient fortement chuté à partir du début des années 90, ont cessé de diminuer durant la période 1998-2000. Les versements nets d'APD de l'ensemble des donateurs en faveur des PMA ont en fait légèrement augmenté en 2000 pour passer à 12,5 milliards de dollars.*

*Cela étant, en valeur réelle par habitant, l'aide provenant de l'ensemble des donateurs était en 2000 inférieure de 30 % à l'aide reçue en 1994.*

d'importants apports d'aide. En 2000, ils ont reçu 28 % des apports nets de fonds publics destinés à l'ensemble des pays en développement, mais 1,7 % seulement des flux de ressources privées et 2,6 % des entrées nettes d'IED. Globalement, leur part est de 5,2 % dans le total des entrées nettes de ressources à destination des pays en développement (tableau 6).

## 2. APPORTS D'AIDE

Les statistiques établies par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE permettent de dresser un bilan plus détaillé des apports d'aide aux PMA<sup>5</sup>. Ces apports, qui avaient fortement chuté à partir du début des années 90, ont cessé de diminuer durant la période 1998-2000. Ainsi qu'il ressort des estimations pour 2000, les versements nets d'APD de l'ensemble des donateurs en faveur des PMA ont en fait légèrement augmenté cette année-là pour atteindre 12,5 milliards de dollars. Cela étant, en valeur nominale, l'aide consentie aux PMA était en 2000 inférieure de 26 % aux chiffres de 1994. En valeur réelle par habitant, rapport à 1994 (tableau 7).

L'aide accordée aux PMA provient essentiellement des pays membres du CAD qui, pris ensemble, comptaient pour 98 % dans les versements nets d'APD en faveur des PMA en 2000. L'aide fournie par les pays membres du CAD revêt principalement la forme de dons bilatéraux (qui, selon des estimations, constituaient 66 % des versements nets d'APD en faveur des PMA en 2000) et de contributions aux organisations multilatérales. Selon des données relatives aux engagements pris par les pays membres du CAD au niveau bilatéral, l'aide consacrée aux infrastructures et services économiques (notamment les transports et les communications, ainsi que l'énergie) et aux secteurs productifs (agriculture, industrie, commerce et tourisme) a continué de régresser à la fin des années 90 au profit des infrastructures et services sociaux (enseignement, administration et société civile, notamment). De fait, pour la période 1998-2000, les infrastructures

TABLEAU 7. APPORTS NETS D'APD AUX PMA PROVENANT DE L'ENSEMBLE DES DONATEURS, 1994-2000

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
APD nette (millions de dollars courants)	16 825,5	17 241,7	14 084,6	13 035,8	12 806,2	12 325,0	12 477,8
APD nette par habitant (dollars courants)	29,3	29,3	23,5	21,2	20,4	19,2	19,0
APD nette réelle (millions de dollars de 1999)	16 652,3	15 404,7	12 827,9	12 884,8	12 896,2	12 325,0	13 256,4
APD nette réelle par habitant (dollars de 1999)	29,0	26,2	21,4	21,0	20,5	19,2	20,2

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED fondées sur des données de l'OCDE/CAD disponibles en ligne.

TABLEAU 8. ENGAGEMENTS BILATÉRAUX D'APD DES DONATEURS DU CAD EN FAVEUR DES PMA PAR SECTEUR, EN POURCENTAGE DU TOTAL DES ENGAGEMENTS BILATÉRAUX D'APD (En pourcentage)

	1994-1997	1998-2000
Infrastructures et services sociaux	32,1	34,3
Infrastructures et services économiques, secteurs productifs et questions multisectorielles/transsectorielles	31,4	23,2
Aide en nature/aide-programme	12,6	13,9
Mesures relatives à la dette	11,7	15,7
Aide d'urgence	7,9	9,1
Autres	4,3	3,8
Total	100,0	100,0

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après OCDE, *International Development Statistics 2002*, CD-ROM.

et services sociaux comptaient pour un tiers dans le total des engagements d'aide bilatérale en faveur des PMA, alors que les infrastructures et services économiques, les secteurs productifs et les initiatives multisectorielles et transsectorielles, concernant par exemple l'égalité entre les sexes et l'environnement (tableau 8), ont globalement bénéficié de 23 % seulement du total. Une telle évolution marque un net renversement de tendance par rapport au début des années 80, lorsque 11 % seulement du total des engagements d'aide bilatérale étaient consacrés aux infrastructures et services sociaux et 45 % aux infrastructures économiques, aux secteurs productifs et aux questions multisectorielles et transsectorielles<sup>6</sup>. L'aide d'urgence et l'allègement de la dette occupent également une place de plus en plus importante et comptaient pour 25 % dans le total des engagements d'aide bilatérale pris par les pays membres du CAD en 1998-2000.

Une analyse plus détaillée de la composition des décaissements effectués en 2000 au titre de l'aide d'urgence et de l'allègement de la dette montre que 41 PMA ont reçu cette année-là une forme ou une autre de secours d'urgence. De surcroît, l'aide d'urgence représentait plus de 15 % de l'APD nette provenant de l'ensemble des donateurs pour les 10 PMA suivants: Afghanistan, Angola, Burundi, Érythrée, Éthiopie, Mozambique, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Somalie et Soudan. Les mesures de remise nette de la dette prises par les pays membres du CAD en 2000 équivalaient à 15 % ou plus des versements nets d'APD dans sept PMA, à savoir la Guinée-Bissau, le Mozambique, le Myanmar, la République centrafricaine, la République-Unie de Tanzanie, le Togo et la Zambie.

Enfin, il convient de souligner que la coopération technique reste une importante forme d'aide aux PMA. La coopération technique fournie par les pays membres du CAD est estimée à 2,1 milliards de dollars pour 2000.

### 3. INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS

La base de données de la CNUCED relative aux IED/sociétés transnationales donne également un tableau plus détaillé des entrées d'IED. Au cours des 10 dernières années, les flux mondiaux d'IED n'ont cessé de s'amplifier, passant de 209 milliards de dollars en 1990 à plus de 1 300 milliards de dollars en 2000. Un certain nombre de pays en développement ont participé à cette expansion. Cependant, d'après les estimations les plus récentes, 0,5 % seulement des flux mondiaux d'IED ont été investis dans les 49 PMA (CNUCED, 2000; CNUCED, 2001).

Le niveau absolu des entrées d'IED dans les PMA a augmenté dans les années 90, surtout entre 1994 et 1999. Cependant, comme on l'a vu, un petit nombre de pays a absorbé l'essentiel de ces flux. Les 10 principaux destinataires de l'IED parmi les PMA en 1999 étaient l'Angola, le Bangladesh, le Cambodge, le Lesotho,

---

*L'aide d'urgence et l'allègement de la dette occupent désormais une place importante dans l'aide bilatérale et comptaient pour 25 % dans le total des engagements d'aide des pays membres du CAD sur la période 1998-2000.*

---



---

*Les 10 principaux destinataires de l'IED parmi les PMA comptaient pour plus de 86 % dans les entrées d'IED destinées à l'ensemble des PMA sur la période 1998-2000.*

---

TABLEAU 9. ENTRÉES D'IED DANS LES PMA PAR GROUPE, 1997-2000

(En millions de dollars et en pourcentage)

	1997	1998	1999	2000
Total des PMA	2 976,3	3 678,7	5 176,3	4 414,3
PMA exportateurs de pétrole	391,1	1 242,5	2 633,1	2 046,0
10 principaux destinataires de l'IEDC parmi les PMA <sup>a</sup>	2 115,0	3 165,2	4 495,1	3 764,4
Autres PMA	861,3	513,5	681,2	649,8
Part des 10 principaux destinataires de l'IED parmi les PMA (%)	71,1	86,0	86,8	85,3
Part des autres PMA (%)	28,9	14,0	13,2	14,7

Source : CNUCED, base de données IED/sociétés transnationales.

a Sur la base des 10 principaux destinataires en 1999 (Angola, Soudan, Ouganda, Myanmar, Lesotho, Zambie, République-Unie de Tanzanie, Bangladesh, Cambodge et Mozambique).

*Les entrées d'IED se sont ralenties au niveau mondial en 2000 et les PMA n'ont pas échappé à cette tendance. Ces flux y ont diminué de 15 % en 2000.*

*L'endettement extérieur diminue. Mais l'encours total de la dette des PMA en tant que groupe était de l'ordre de 143,2 milliards de dollars fin 2000. Les paiements au titre du service de la dette ont représenté 4,6 milliards de dollars en 2000.*

le Mozambique, le Myanmar, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Soudan et la Zambie. Ces pays comptaient ensemble pour plus de 86 % dans les entrées d'IED à destination de l'ensemble des PMA au cours de la période 1998-2000 (tableau 9). La concentration est encore plus forte que dans l'ensemble des pays en développement, parmi lesquels les 10 principaux destinataires de l'IED ont par exemple reçu en 2000 73 % du total des entrées d'IED (CNUCED, 2001). La base de données de la CNUCED relative aux IED/sociétés transnationales révèle en outre que les quatre PMA exportateurs de pétrole ont absorbé, tant en 1999 qu'en 2000, plus de 50 % du total des investissements étrangers directs dans les PMA.

Les entrées d'IED se sont ralenties au niveau mondial en 2000 et les PMA n'ont pas échappé à cette tendance. D'après des statistiques de la CNUCED, ces pays ont reçu environ 4,4 milliards de dollars d'IED en 2000 contre 5,2 milliards de dollars en 1999, soit une baisse de 15 % (ibid.). Les différents groupes de pays n'ont toutefois pas été touchés de la même façon. Les entrées d'IED ont diminué de 18,4 % dans les PMA d'Afrique en 2000, même si elles sont restées importantes dans ceux qui exportent du pétrole (Angola, Guinée équatoriale et Soudan). Les PMA d'Asie du Sud et du Sud-Est ayant un secteur manufacturier orienté vers l'exportation ont également continué à attirer les investisseurs, en dépit d'une forte contraction après la crise financière de 1997. Globalement, les flux d'IED vers l'Asie se sont accrus de 35,5 % en 2000, principalement dans le secteur des textiles et vêtements et dans certaines branches des services. Les investissements étrangers ont chuté de 56 % à Haïti, seul PMA d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans la région du Pacifique, ils ont enregistré une augmentation de 44 %, associée à l'expansion du tourisme dans certains PMA insulaires (tableau 10).

## D. Dette extérieure

L'activité économique de nombreux PMA continue de pâtir d'un fort endettement. À la fin de 2000, l'encours total de la dette des PMA en tant que groupe atteignait 143,2 milliards de dollars, soit une réduction de 4,4 milliards de dollars par rapport au solde de début d'année et de 9,3 milliards de dollars (ou 6,1 %) par rapport au début de 1999. La dette active a diminué en raison des annulations de créances (surtout en 1999) et des variations de change (surtout en 2000), ces deux éléments ayant ainsi contrebalancé une modeste augmentation de la dette liée à l'octroi de nouveaux prêts. Les nouvelles créances des PMA proviennent principalement de prêts de source publique, multilatérale notamment. Si l'on exclut les crédits du FMI, les prêts multilatéraux équivalaient en 2000 à 115 % des flux nets de la dette publique. Les flux nets de la dette bilatérale ont été négatifs cette année-là.

TABLEAU 10. ENTRÉES D'IED DANS LES PMA, PAR RÉGION, 1990-2000  
(En millions de dollars)

	1990	1997	1998	1999	2000	variation annuelle moyenne en pourcentage	
						1990-2000	1999-2000
Ensemble des PMA	573,5	2 976,3	3 678,7	5 176,3	4 414,3	18,0	-14,7
Afrique	482,5	2 170,3	3 206,7	4 773,8	3 893,5	23,2	-18,4
Asie	52,6	717,0	428,5	340,0	460,6	6,3	35,5
Asie occidentale	-130,9	-138,5	-266,1	-328,7	-200,9	..	..
Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est	183,5	855,5	694,6	668,7	661,5	17,2	-1,1
Amérique latine et Caraïbes	8,0	4,0	10,8	30,0	13,2	..	-56,0
Pacifique	30,5	85,1	32,7	32,5	46,9	0,9	44,2

Source: CNUCED, base de données IED/sociétés transnationales.

TABLEAU 11. INDICATEURS D'ENDETTEMENT EXTÉRIEURS DES PMA, 1995, 1999 ET 2000

(En pourcentage)

	Encours total de la dette/PIB			Service total de la dette acquitté/exportations <sup>a</sup>			Encours total de la dette/exportations <sup>a</sup>			Valeur actuelle nette de la dette/exportations <sup>b</sup> 1998-2000
	1995	1999	2000	1995	1999	2000	1995	1999	2000	
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Angola	219,4	178,0	114,9	12,0	18,7	15,1	295,4	206,7	127,4	170
Bangladesh	42,0	36,0	33,1	14,2	9,2	9,1	290,1	211,2	180,3	120
Bénin	80,3	72,4	73,7	6,8	10,0	12,6	221,0	242,0	263,4	253
Bhoutan	34,4	42,1	40,7	10,9	5,1	4,2	117,3	132,6	126,5	111
Burkina Faso	53,8	61,7	60,8	11,2	15,5	17,3	292,1	387,8	421,8	210
Burundi	115,7	158,4	159,7	27,6	45,6	37,2	828,5	1791,9	1910,9	985
Cambodge	69,3	75,1	74,1	0,7	2,9	2,0	205,8	197,9	152,5	158
Cap-Vert	43,7	55,7	58,6	5,0	10,0	7,5	112,0	163,5	152,2	128
Comores	99,5	102,6	114,8	1,6	5,7	5,0	347,5	421,8	428,9	296
Djibouti	57,4	51,2	47,4	5,5	4,1	5,5	133,0	112,4	106,9	71
Érythrée	6,4	39,0	51,2	0,1	1,6	1,1	12,3	121,8	104,0	75
Ethiopie	178,3	85,5	85,8	19,1	16,4	13,9	1276,3	586,7	548,1	343
Gambie	111,8	107,5	111,7	14,7	8,6	7,0	235,9	185,9	176,2	217
Guinée	87,8	102,7	112,5	25,0	15,6	15,3	454,3	428,6	389,4	286
Guinée-Bissau	353,7	416,2	436,9	51,7	15,7	8,6	3035,8	1608,9	1305,1	1321
Guinée équatoriale	177,9	31,1	18,5	2,2	0,4	0,2	309,7	19,2	10,5	13
Haiti	31,0	29,0	28,9	50,2	8,8	8,0	424,1	209,2	224,4	132
Îles Salomon	48,5	51,6	56,6	3,8	4,8	6,7	75,1	72,9	114,8	53
Kiribati	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Lesotho	73,7	80,3	79,6	6,1	10,9	12,1	102,4	135,0	131,9	91
Libéria	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Madagascar	136,8	127,8	121,2	7,6	17,1	7,7	564,9	510,9	388,4	333
Malawi	157,0	152,0	160,1	25,6	12,7	11,7	484,8	506,7	543,3	314
Maldives	57,2	39,1	37,2	3,4	4,0	4,3	48,1	49,4	44,2	32
Mali	119,9	123,8	128,7	13,3	13,7	12,1	455,2	413,6	367,7	209
Mauritanie	219,9	263,9	267,4	22,9	28,4	25,9	459,8	681,3	645,1	319
Mozambique	311,8	175,2	190,1	34,5	18,5	11,4	1585,5	1092,1	927,8	187
Myanmar	..	..	..	19,2	6,0	4,7	441,5	371,8	327,6	248
Népal	55,1	59,0	51,4	7,05	7,9	6,5	200,5	219,4	184,7	113
Niger	84,4	81,3	89,7	16,7	11,2	9,2	475,9	545,7	534,6	345
Ouganda	62,1	53,9	55,2	20,0	22,1	23,7	523,3	445,1	506,1	138
République centrafricaine	84,3	86,5	90,6	7,8	12,1	9,0	471,5	589,4	556,4	356
Rép. dém. du Congo	234,6	..	..	1,4	..	..	747,9	..	..	797
Rép. dém. pop. lao	122,8	174,2	146,2	6,3	7,7	8,1	521,5	527,8	484,1	243
Rép. -Unie de Tanzanie	141,1	95,0	82,5	17,9	16,2	16,2	571,7	658,1	555,7	395
Rwanda	80,0	66,8	70,8	20,4	25,9	24,7	1040,9	1063,8	896,2	628
Samoa	110,0	80,6	83,6	4,2	5,1	10,8	157,2	151,6	250,8	115
Sao Tomé-et-Principe	539,7	683,1	679,6	23,4	29,1	31,7	2493,8	2168,2	2273,2	1307
Sénégal	85,8	78,0	77,1	16,7	14,3	14,4	228,7	224,0	213,4	151
Sierra Leone	136,0	187,3	200,2	61,5	29,5	48,0	912,8	1686,4	1434,7	800
Somalie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Soudan	244,7	160,9	136,7	10,0	6,7	3,2	2551,6	1897,7	829,8	1319
Tchad	62,7	73,0	79,3	4,1	11,0	9,3	235,0	388,8	394,3	222
Togo	112,7	107,4	117,6	6,0	8,9	6,1	302,1	302,5	294,7	199
Tuvalu	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Vanuatu	20,4	30,2	32,4	1,5	1,1	1,4	37,3	36,0	42,3	20
Yémen	165,7	74,1	65,8	3,1	3,9	3,8	203,0	135,3	95,7	99
Zambie	200,3	188,6	196,8	181,6	45,8	18,7	481,3	611,8	578,1	537
PMA <sup>c</sup>	104,6	83,9	78,4	20,1	11,8	9,6	414,5	332,0	264,9	234

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après Banque mondiale, *Global Development Finance 2002*, données en ligne, et *Indicateurs du développement dans le monde 2001*, CD-ROM.

a Exportations de biens et de services.

b Le rapport est fondé sur la valeur actuelle nette de la dette en 2000 et les exportations annuelles moyennes de biens et de services sur la période 1998-2000.

c Moyenne pondérée fondée sur 43 PMA. Les données ne sont pas disponibles pour l'Afghanistan, Kiribati, le Libéria, la République démocratique du Congo, la Somalie et Tuvalu.

*En 2000, la dette extérieure constituait une charge insupportable dans 29 PMA.*

Le niveau de la dette active a diminué tant par rapport au PIB et aux exportations qu'en valeur absolue. L'encours total de la dette des PMA en tant que groupe, qui équivalait à 105 % du PIB en 1995, a été ramené à 84 % en 1999 et à 78 % en 2000. Le volume des paiements au titre du service de la dette est resté pratiquement inchangé. Pour l'ensemble des PMA, ces paiements représentaient 4,7 milliards de dollars en 1999 et 4,6 milliards de dollars en 2000. Le rapport du service de la dette acquitté aux exportations de biens et de services était de 9,6 % en 2000, contre 11,8 % en 1999 (voir le tableau 11).

Ces statistiques globales masquent de forts contrastes. Entre 1999 et 2000, le rapport de l'encours de la dette au PIB a diminué dans 18 PMA sur les 42 pour lesquels on dispose de données. Dans cet intervalle de temps, le total des arriérés

TABLEAU 12. RAPPORT DU SERVICE DE LA DETTE ACQUITTÉ ET AUX RECETTES PUBLIQUES ET AUX DÉPENSES SOCIALES DANS CERTAINES PMA VISÉS PAR L'INITIATIVE PPTE<sup>a</sup>, 1998, 1999 ET 2000  
(En pourcentage)

Pays	Date de la prise de décision	Service de la dette acquitté/ recettes publiques (%)			Service de la dette acquitté/ dépenses sociales (%)	
		1998 <sup>b</sup>	1999 <sup>b</sup>	2000 <sup>c</sup>	1999 <sup>b</sup>	2000 <sup>c</sup>
<b>Pays ayant atteint le stade de la prise de décision au premier semestre de 2000</b>						
Mauritanie	Février 00	35	30	39	95	100
Mozambique	Avril 00	23	12	5	23	8
Ouganda	Mai 00 <sup>d</sup>	16	13	13	32	22
Rép.-Unie de Tanzanie	Avril 00	29	20	16	67	44
Sénégal	Juin 00	27	18	18	57	63
<i>Moyenne arithmétique</i>		26	19	18	55	47
<b>Pays ayant atteint le stade de la prise de décision au troisième trimestre de 2000</b>						
Benin	Juillet 00	17	17	14	57	50
Burkina Faso	Juillet 00	18	15	17	38	40
Mali	Septembre 00	17	20	18	82	65
<i>Simple average</i>		17	17	16	82	65
<b>Pays ayant atteint le stade de la prise de décision à la fin 2000, en 2001 et en 2002</b>						
Éthiopie	Novembre 01	9	11	10	47	21
Gambie	Décembre 00	12	25	16	83	59
Guinée	Décembre 00	34	35	36	155	167
Guinée-Bissau	Décembre 00	63	15	32	9	15
Madagascar	Décembre 00	42	25	19	68	46
Malawi	Décembre 00	22	21	27	31	49
Niger	Décembre 00	9	11	12	18	20
Rwanda	Décembre 00	7	25	17	63	42
Sao Tomé-et-Principe	Décembre 00	84	21	53	25	63
Sierra Leone	Mars 02	18	77	44	247	213
Tchad	Mai 01	29	23	29	16	17
Zambie	Décembre 00	24	23	24	76	99
<i>Moyenne arithmétique</i>		29	26	27	70	68

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après FMI/AID (2001).

Notes: a La liste comprend tous les PMA visés par l'Initiative PPTE qui avaient atteint le stade de la prise de décision ou la fin du processus à la fin de septembre 2001.

b Service de la dette acquitté.

c Service de la dette restant à payer une fois que le mécanisme traditionnel de service de la dette et l'aide prévue dans le cadre de l'Initiative PPTE renforcée ont été pleinement mis à profit.

d Date de fin de processus.

de paiement de la dette à long terme n'a reculé que dans 8 PMA. En outre, 29 PMA étaient considérés comme surendettés en l'an 2000 suivant un des critères de l'Initiative PPTE renforcée (à savoir un rapport de 150 entre la valeur actuelle nette de l'encours de la dette et les exportations) permettant de déterminer si l'endettement d'un pays est viable.

La dette extérieure a été contractée pour l'essentiel auprès de créanciers publics et la dette multilatérale reste particulièrement lourde. C'est la raison pour laquelle l'Initiative PPTE renforcée est si importante pour les PMA surendettés. Si l'endettement des PMA s'est quelque peu atténué, c'est en partie grâce aux mesures prises dans le cadre de cette initiative. Cependant, celle-ci n'avait encore pleinement porté ses fruits en 2000, même pour les pays qui avaient atteint durant l'année le stade de la prise de décision. Des estimations des paiements effectués au titre du service de la dette en 2000 par 20 PMA visés par l'Initiative PPTE, qui avaient atteint le stade de la prise de décision ou la fin du processus, montrent que le service de la dette était supérieur à 20 % des recettes publiques dans huit de ces pays et à 20 % des dépenses sociales dans sept d'entre eux. De fait, dans 14 des pays considérés, ces paiements équivalaient à 40 % ou plus des dépenses sociales de l'État (tableau 12).

## E. Conclusion

Les PMA en tant que groupe ont connu à la fin des années 90 une évolution économique nettement plus favorable qu'en début de décennie. La croissance économique de l'ensemble du groupe a été plus soutenue dans l'intervalle 1996-2000 que sur la période 1990-1997 et, en 2000, les exportations ont atteint un niveau record. Malgré un fléchissement en 2000, les apports de capitaux privés restent plus élevés qu'au début des années 90.

Cependant, ce tableau globalement positif masque des tendances économiques très variables. L'écart se creuse entre les PMA, notamment entre ceux qui exportent des articles manufacturés et des services et ceux dont les exportations consistent en produits primaires autres que les combustibles. Ces derniers ont été particulièrement touchés par la baisse récente des cours des produits de base. En 1999 et 2000, le niveau des exportations de marchandises et des flux de capitaux privés vers les PMA a en outre été largement fonction de la situation des quatre PMA qui exportent du pétrole, à savoir l'Angola, la Guinée équatoriale, le Soudan et le Yémen.

D'importantes réserves doivent en outre être exprimées quant à la stabilité des tendances récentes. La croissance des PMA reste largement tributaire des prix des produits de base et de l'évolution constatée en matière de financement extérieur. Il y a tout lieu de craindre que 2001 ait été une année difficile pour bon nombre de PMA. La situation économique mondiale s'est dégradée au cours du premier semestre de l'année et les événements du 11 septembre ont rendu encore plus incertaine une conjoncture mondiale déjà déprimée. Après avoir progressé de 12 % en volume en 2000, le commerce mondial s'est nettement tassé en 2001, certaines estimations initiales laissant entrevoir une croissance de 2 % seulement (OMC, 2001). Cette évolution est due au ralentissement sensible de la demande en Europe occidentale et à la stagnation des importations aux États-Unis. Le secteur des voyages et du tourisme, qui est d'une grande importance pour plusieurs PMA, notamment les PMA insulaires, a tout particulièrement pâti des conséquences des événements du 11 septembre. Des estimations préliminaires

---

*Dans 14 des 20 PMA visés par l'Initiative PPTE qui avait atteint le stade de la prise de décision ou la fin du processus, les paiements au titre du service de la dette équivalaient en 2000 à 40 % ou plus des dépenses sociales de l'État.*

---



---

*L'évolution économique des PMA en tant que groupe a été nettement plus favorable à la fin des années 90 qu'en début de décennie... Mais la croissance de ces pays reste largement tributaire des prix des produits de base et des tendances constatées en matière de financement extérieur.*

---

*Si les tendances récentes des prix des produits de base persistent, il est à craindre que bon nombre de PMA ne retrouvent leur croissance poussive du début des années 90, période durant laquelle les termes de l'échange de ces produits s'étaient également dégradés de façon sensible.*

donnent également à penser que les entrées d'IED ont nettement fléchi en 2001 dans les pays en développement (CNUCED, à paraître).

La demande de produits primaires ne devrait pas sensiblement s'accroître en 2002-2003. Qui plus est, comme le montre l'expérience du Yémen où les entrées nettes d'investissements étrangers directs avaient fortement progressé au début des années 90, il se pourrait que le total des flux d'IED vers les PMA recule nettement dans les années à venir à mesure que les ressources connues de pétrole seront mises en exploitation. Il est difficile de prévoir quelles seront les conséquences de la conjoncture économique et politique actuelle sur le volume de l'aide accordée aux PMA, mais la concentration des apports d'aide devrait encore plus s'accroître parmi ces pays. Si les tendances récentes des prix des produits de base persistent, et toutes choses étant égales par ailleurs, il est à craindre que bon nombre de PMA ne retrouvent dans le proche avenir leur croissance poussive du début des années 90, période durant laquelle les termes de l'échange de ces produits avaient également subi une nette dégradation.

## Notes

1. Tout au long du présent rapport (sauf indication contraire), les PMA sont regroupés comme suit: PMA d'Afrique - Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Togo et Zambie (Haïti est en principe inclus dans le groupe des PMA d'Afrique sauf indication contraire); PMA d'Asie - Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao et Yémen; PMA insulaires - Cap-Vert, Comores, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Tuvalu et Vanuatu.
2. Cette observation vaut pour 43 PMA d'après des chiffres tirés de la base de données en ligne World Economic Outlook du FMI, décembre 2001.
3. Ces statistiques sont fondées sur les données de la base COMTRADE de l'ONU. Elles s'écartent légèrement des estimations de l'OMC, qui font apparaître un tableau et une évolution analogues mais évaluent le total des exportations de marchandises des PMA à 34 milliards de dollars pour 2000.
4. Les pays classés comme exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services sont les suivants: Bangladesh, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Gambie, Haïti, Lesotho, Madagascar, Maldives, Mozambique, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao, Samoa, Sénégal, Tuvalu et Vanuatu. Pour des précisions complémentaires sur la classification retenue, voir la deuxième partie, annexe du chapitre 3.
5. Les estimations OCDE/CAD des apports d'aide divergent dans une certaine mesure de celles de la Banque mondiale concernant les flux de ressources publiques (voir CNUCED, 2000, encadré 2). Les tendances sont comparables, mais les statistiques de l'OCDE/CAD donnent à penser que, depuis le début des années 90, l'aide a davantage diminué que les estimations de la Banque mondiale ne le laissent supposer.
6. Pour un examen des tendances à long terme, voir CNUCED (2000, tableau 14).

## Références

- Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI) (2001). LDC trade: an analytical note, report prepared for the Business Sector Round Table, Third United Nations Conference on Least Developed Countries, Brussels, 16 May 2001.
- CNUCED (2000). *The Least Developed Countries 2000 Report*, United Nations publication, sales no. E.00.II.D.21, Geneva.
- CNUCED (2001). *World Investment Report 2001*. United Nations publication, sales no. E.01.II.D.12, Geneva.
- CNUCED (forthcoming). *World Investment Report 2002*, New York and Geneva.
- FMI/IDA (2002). Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative: Status of implementation, 12 April, Washington DC.
- Herrmann, M. and David, M. (2001). Recent price changes in primary commodities, 1998-2000: Implications for least developed countries, background report for *The Least Developed Countries Report 2002*, Geneva.
- OMC (2001). *Annual Report 2001*, Geneva.